



Recueil de la jurisprudence

Affaire C-579/11

**Grande Área Metropolitana do Porto (GAMP)
contre
Comissão Directiva do Programa Operacional Potencial Humano e.a.**

(demande de décision préjudicielle, introduite par le tribunal administrativo e fiscal do Porto)

«Fonds structurels — Règlement (CE) n° 1083/2006 — Éligibilité géographique — Mise en œuvre d'un investissement cofinancé par l'Union européenne à partir d'une localité située en dehors des régions éligibles et par un opérateur établi dans une telle localité»

Sommaire – Arrêt de la Cour (troisième chambre) du 19 décembre 2012

Cohésion économique, sociale et territoriale — Interventions structurelles — Financement par l'Union — Règlement n° 1083/2006 — Éligibilité géographique — Mise en œuvre d'un investissement cofinancé par l'Union à partir d'une localité située en dehors des régions éligibles et par un opérateur établi dans une telle localité — Admissibilité — Conditions

[Art. 174 TFUE et 175 TFUE; règlement du Conseil n° 1083/2006, art. 3, § 2, a), 5, et 35, § 1]

Les dispositions du droit primaire de l'Union concernant la cohésion économique, sociale et territoriale ainsi que le règlement n° 1083/2006, portant dispositions générales sur le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen et le Fonds de cohésion, et abrogeant le règlement n° 1260/1999, doivent être interprétés en ce sens qu'ils ne s'opposent pas à ce qu'un investissement cofinancé par l'Union soit mis en œuvre à partir d'une localité située en dehors des régions éligibles et par un opérateur établi dans une telle localité, à la condition que cet investissement soit, de manière ciblée et identifiable, dirigé vers les régions éligibles.

En effet, l'intérêt de la région qui devrait bénéficier du cofinancement par l'Union est servi au mieux lorsque l'opérateur chargé de la mise en œuvre offre les meilleures garanties qualitatives et quantitatives pour mener à bien le projet. Lorsque cet opérateur est établi en dehors de ladite région, cette circonstance ne devrait pas faire obstacle à ce que le projet lui soit confié. En effet, si la finalité des Fonds structurels et des autres instruments financiers de l'Union est d'accélérer la convergence des régions les moins développées, elle ne consiste cependant pas à réserver les prestations de services effectuées dans le cadre des programmes cofinancés par l'Union aux seuls opérateurs établis dans ces régions. Conformément à ladite finalité, ce sont ces régions qui doivent bénéficier du cofinancement par l'Union et non les opérateurs qui y sont installés.

De manière analogue, l'intérêt de la région éligible est parfois tout aussi bien, voire mieux assuré lorsque l'investissement est mis en œuvre à partir d'une localité située en dehors du territoire de celle-ci.

(cf. points 35, 36, 39 et disp.)